

L'Obs.-14.01.2023

Ukraine : la Turquie plaide pour des "cessez-le-feu localisés"

Україна: Туреччина просить «локалізованого припинення вогню»

Туреччина, як ніколи, готова запропонувати своє посередництво Києву та Москві, щоб вийти з війни та сприяти, якщо необхідно, угодам про «локалізоване припинення вогню», чекаючи більш сприятливого моменту для широкої мирної угоди. Таку пропозицію висунув один із близьких радників президента Р. Т. Ердогана Ібрагім Калін, для якого ні росія, ні Україна «не в змозі перемогти у військовому плані». Він також захистив позицію Туреччини, яка утрималася від приєднання до санкцій Заходу проти росії, вважаючи, що вони ні до чого не привели.

<https://www.nouvelobs.com/monde/20230114.AFP7002/ukraine-la-turquie-plaide-pour-des-cessez-le-feu-localises.html>

La Turquie est plus que jamais prête à offrir sa médiation à Kiev et Moscou pour sortir de la guerre et à promouvoir si besoin des accords de "cessez-le-feu localisés" en attendant un moment plus favorable à un large accord de paix.

Telle est la proposition avancée samedi par l'un des proches conseillers du président Recep Tayyip Erdogan, Ibrahim Kalin, pour lequel ni la Russie ni l'Ukraine "n'est en situation de l'emporter militairement". "Peut-être que d'ici un mois ou deux nous aurons de meilleures chances mais, d'ici là, la Turquie entend pousser en faveur de cessez-le-feu locaux et d'une désescalade à petite échelle", a expliqué Ibrahim Kalin, qui est aussi le porte-parole de la présidence turque, devant des médias internationaux dont l'AFP.

"Pour le moment, aucune des deux parties ne veut cesser de se battre mais nous nous devons de continuer de les y appeler", a-t-il estimé, convaincu qu'"à la fin, elles devront négocier pour parvenir à une issue acceptable" pour tous. Depuis le début du conflit le 24 février, la Turquie, membre de l'Otan, est parvenue à maintenir de bonnes relations avec les deux belligérants et offre sa médiation pour mettre fin à la guerre, "le pire défi international depuis la Deuxième Guerre mondiale", a insisté M. Kalin. "Nous avons déjà remporté quelques succès", a-t-il fait valoir, mentionnant l'accord signé l'été dernier sur les exportations de céréales ukrainiennes en mer Noire via le Bosphore (près de 18 millions de tonnes exportées à ce jour) et la facilitation d'échanges de prisonniers de guerre.

- "Un puzzle bien plus large" -

"Mais ce n'est pas assez (...), seulement une petite partie d'un puzzle bien plus large", a admis M. Kalin tandis que le président Erdogan continue de régulièrement s'entretenir avec les présidents russe et ukrainien, Vladimir Poutine et Volodymyr Zelensky. Pour M. Kalin, tout accord de paix devra être "plus large" et associer les "principaux acteurs" internationaux comme les Etats-Unis et l'Union européenne.

"La Russie veut être respectée en tant qu'acteur majeur et obtenir des garanties de sécurité, notamment que l'Otan n'entrera pas dans son arrière-cour", a-t-il avancé.

Tandis que "l'Ukraine n'intégrerait pas l'Otan mais recevrait elle aussi des garanties de sécurité à ses frontières". "La Russie souhaite une nouvelle architecture internationale", juge M. Kalin ; "la guerre ne peut pas prendre fin selon les termes des grandes puissances (occidentales) : tout plan de paix qui n'associerait pas (Moscou) serait voué à l'échec". "Ce qui s'est passé au cours des dix dernières années (avant la guerre, NDLR) doit être pris en compte", a-t-il relevé, souhaitant que "cette conversation commence aussi tôt que possible car il y a des questions vraiment difficiles à résoudre", notamment les modalités de retrait des troupes russes sur les 18% du territoire ukrainien occupés.

M. Kalin a également défendu la position de la Turquie qui s'est abstenue de s'associer aux sanctions occidentales contre la Russie, estimant qu'elles ne menaient à rien.

- "Sabotage" -

"Elles auraient endommagé notre économie", étroitement dépendante du gaz mais aussi des touristes russes, a-t-il fait valoir. "Et si le but était d'écarter M. Poutine, nous ne voyons rien de tel survenir". Membre le plus oriental de l'Otan, la Turquie détient parallèlement la clé de son élargissement à la Suède et à la Finlande, deux voisines de la Russie qui frappent à la porte de l'Alliance atlantique depuis le printemps. Mais après un nouvel incident cette semaine, Ankara n'est "pas en situation" de ratifier l'adhésion de la Suède en l'état, a plaidé M. Kalin.

Ankara a dénoncé une vidéo réalisée par un groupe proche du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) à Stockholm montrant le président Erdogan en pendu. L'ambassadeur de Suède a été convoqué par le ministère turc des Affaires étrangères. M. Kalin a dénoncé des incidents qui surviennent après sept mois de négociations avec ces deux pays nordiques et la signature, en juin, d'un mémorandum d'accord. "Nous voulons avancer et progresser mais si ce genre d'incidents continue, cela ralentira le processus", a-t-il prévenu. Qualifiant l'incident survenu cette semaine de tentative de "sabotage", le ministre suédois des Affaires étrangères Tobias Billström a samedi, dans un message écrit à l'AFP en réaction aux déclarations de M. Kalin, affirmé que la Suède s'est déjà engagée sur "tous les points de l'accord" et "continuera à le mettre en œuvre".

"Il appartient à la Turquie de prendre une décision concernant la ratification des protocoles d'adhésion de la Suède et de la Finlande", a-t-il ajouté.